

EU integration chief criticises France over Turkey

mardi 17 juillet 2007

The EU Commissioner for Enlargement, Olli Rehn, has levelled criticism at France over its attitude towards Turkish entry into the trading bloc, in an interview with Financial Times Deutschland.

'He who launches a new debate must think about all the possible consequences,' said Rehn, alluding to French President Nicolas Sarkozy's plan to run a debate on enlargement during the EU summit in December, which will be organised by Portugal.

Lisbon has now refused to organise this debate during the summit.

'The process of adhesion is an anchor for democracy and secularity,' said Rehn.

Sarkozy has said on several occasions that he is opposed to Turkey's membership of the EU, preferring to give Turkey the status of preferred partner.

The EU opened only two of the three rounds of entry negotiations with Turkey at the end of June to avoid a veto from France. The German presidency was forced to remove the highly political negotiations on economic and monetary policy from the agenda, which Paris threatened to block.

Nicolas Sarkozy accumule les contentieux avec Bruxelles et ses partenaires de l'UE

Par Thomas Ferenczi

Confirmée mardi 3 juillet par François Fillon, la décision de la France de reporter de 2010 à 2012 le rétablissement de son équilibre budgétaire suscite un vif malaise à Bruxelles. Nicolas Sarkozy, qui a annoncé sa venue à la réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe, lundi 9 juillet, est attendu avec appréhension.

En dépit de l'accord sur le traité européen, auquel le président français a activement contribué, Paris accumule les contentieux avec les autorités bruxelloises et ses partenaires - sur le pacte de stabilité de la zone euro, la Turquie, la pêche, les paris sportifs. En outre, les appels du nouveau chef de l'Etat français en faveur d'une Europe assumant un rôle plus protecteur face à la mondialisation divisent les Vingt-Sept : le nouveau gouvernement britannique de Gordon Brown fustige les conceptions de Nicolas Sarkozy, qui espérait nouer une bonne relation avec le successeur de Tony Blair. La vision très patriotique de la politique industrielle affichée par M. Sarkozy met aussi mal à l'aise les Allemands, avec lesquels il tente de régler l'avenir du groupe EADS et d'Airbus.

" Ligne Maginot "

En matière budgétaire, le commissaire en charge de l'euro, Joaquin Almunia, a rappelé à plusieurs

reprises les engagements pris par Paris. La Commission juge qu'il n'existe aucune raison pour que la France soit autorisée à ralentir le redressement de ses comptes publics, surtout au moment où les autorités françaises demandent une meilleure gouvernance de la zone euro.

La Commission conteste également les critiques de Paris contre l'euro fort. Dans son rapport trimestriel, publié le 3 juillet, elle souligne que " le taux de change ne joue qu'un rôle limité dans les résultats des exportations des pays individuels ", notant que la balance commerciale de la France s'est, elle, améliorée vis-à-vis des Etats-Unis mais détériorée vis-à-vis de l'Allemagne. " Il y a donc lieu de chercher ailleurs les causes des résultats décevants de certains membres de la zone euro en matière d'exportations ", conclut le rapport.

La suppression, dans le futur traité, à l'insistance de la France, de la référence à la " concurrence libre et non faussée ", n'améliore pas non plus l'image des Français. La commissaire à la concurrence, Neelie Kroes, s'est empressée de rappeler que " le protectionnisme est à peu près aussi utile que l'a été la ligne Maginot, il y a près d'un siècle, face à la guerre de mouvement ".

M. Sarkozy se heurte aussi à la Commission et à la plupart des autres Etats membres sur les négociations d'adhésion avec la Turquie. La présidence portugaise a courtoisement écarté sa demande d'un débat sur les frontières de l'Union avant la fin de l'année et rappelé son attachement à la poursuite des négociations.

D'autres dossiers durcissent le climat. Comme celui du monopole de la Française des jeux et du PMU dans le domaine des paris sportifs, qui fait l'objet d'une procédure de la Commission, ou de la pêche à la thonaille, dont l'interdiction suscite la colère des pêcheurs de Marseille.

Sources

Sources : Forbes (USA) - Le Monde